

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

LIBRES, ENGAGÉS DEPUIS 1941

LA CRISE

Les Cahiers du
TÉMOIGNAGECHRÉTIEN
Été 2020

Géopolitique, stop ou encore ?

Une pandémie mondiale qui met à l'arrêt toutes les économies de la planète serait-elle assez puissante pour redessiner les contours de la géopolitique ? Pour **Bernard Guetta**, ex-journaliste et désormais député européen, spécialiste de cette discipline, l'Europe a une vraie carte à jouer.

La crise du Covid-19 a-t-elle bousculé les grands équilibres internationaux ?

Je ne crois pas que la crise ait apporté quelque changement que ce soit. Elle en a, en revanche, précipité un nombre impressionnant. Les États-Unis étaient affaiblis sur la scène internationale, ils le sont encore plus. Le pouvoir de Poutine était en recul, il l'est encore plus, et de manière spectaculaire. La Chine était arrivée à un point difficile de ses contradictions, elles se sont considérablement approfondies. L'Union européenne était en train de se réveiller et d'aspirer à une présence sur la scène internationale, cette évolution est aujourd'hui devenue criante. Les États-Unis ne veulent plus assumer le rôle de gendarme du monde qui était le leur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un géant qui ne veut plus être le premier sur la scène internationale, c'est une chose étrange, parce qu'un nombre considérable de pays et de régimes continuent à compter sur lui et qu'il n'est plus là. Ses alliés et anciens vassaux lui en veulent considérablement, parce qu'il les a trahis en les abandonnant en rase campagne.

À qui profite ce retrait des États-Unis?

Dans un premier temps, à la Russie. Elle s'est sentie libre en Géorgie et en Ukraine et elle a commencé à reconstituer, au moins par l'économie et l'influence politico-militaire, l'ancien empire des tsars devenu l'Union soviétique. Cela lui a aussi permis d'opérer un retour au Proche-Orient, dont elle était totalement exclue depuis des décennies. Poutine a sauvé le régime de Bachar el-Assad, qui n'en avait plus que pour quelques semaines lorsqu'il est intervenu, puis il a changé la donne dans tout le Proche-Orient en venant en appui au régime iranien. Mais, dans un second temps, au Proche-Orient, la Russie n'a plus véritablement d'alliés car le régime iranien s'est considérablement affaibli. Elle se retrouve seule à soutenir Bachar el-Assad, un allié de plus en plus difficile et encombrant. Donc la Russie, après avoir profité du retrait américain, est paradoxalement en train d'en pâtir.

La Russie souffre-t-elle aussi de la crise du pétrole?

Le recul des prix était déjà amorcé avant la pandémie, mais, là, c'est spectaculaire, puisque le baril a même atteint zéro dollar à un moment donné. L'effondrement du pétrole, du gaz et de toutes les matières premières et énergétiques sur le marché mondial en raison du Covid-19 signifie que le régime de Poutine est aujourd'hui privé de sa principale ressource. Ce n'est pas encore la banqueroute, les coffres sont pleins, le pays peut tenir dix-huit mois à deux ans, suivant les estimations, mais il lui faut trouver une solution. Or, depuis le milieu des années 1970, la Russie a complètement négligé d'investir dans ses infrastructures et la modernisation de son industrie. C'est un pays en voie de tiers-mondisation. Ses difficultés économiques sont aggravées par les sanctions occidentales prises après l'annexion de la Crimée et l'invasion de l'Ukraine orientale. Poutine ne peut plus assurer le maintien du niveau de vie de ses compatriotes, déjà en recul constant. Sa cote de popularité reste enviable au regard de celle des dirigeants occidentaux, mais elle a beaucoup reculé. La situation rappelle les derniers mois de son prédécesseur. Pour d'autres raisons, Boris Eltsine était devenu tout aussi encombrant pour les très grandes fortunes et les organes de sécurité, dont l'alliance conflictuelle constitue le véritable pouvoir de la Russie postcommuniste.

Et l'Union européenne, quel rôle va-t-elle jouer?

Quand je suis arrivé en septembre au Parlement européen comme nouveau député, ce qui m'a immédiatement frappé, c'est que les idées de défense commune, de politique industrielle européenne et d'affirmation politique de l'Union, trois idées jusque-là totalement taboues, ne l'étaient plus. Donald Trump et l'inquiétude qu'il suscite dans toutes les capitales européennes sont passés par là. Trump est en ce sens un père fondateur de

l'Europe et, depuis la pandémie, après le même moment de flottement que partout, les institutions et les capitales de l'Union ont vite pris conscience que la crise sanitaire serait suivie d'une crise économique et donc sociale d'une dramatique ampleur, qu'aucun des États membres ne serait capable d'y faire face à lui seul, qu'il y fallait donc une réponse commune, un plan de relance de 1000 à 1500 milliards, et qu'il faudrait pour cela emprunter en commun. Un consensus s'est ainsi créé sur deux autres choses autrefois totalement taboues, celles d'investissements communs et d'emprunts communs. La manière dont il faudrait rembourser ces emprunts est restée sujet de conflit, mais deux tabous sont tombés en deux semaines, cinq en un an et, parallèlement, en une heure et sans que quiconque, aucune capitale, ne proteste, la Commission a suspendu l'application des critères de Maastricht, dont tant de gens avaient cru qu'ils gravaient le thatchérisme dans le marbre des traités européens. Tout cela avait déjà fait changer de nature l'Union européenne en modifiant totalement ses politiques et, là-dessus, le 13 mai 2020, une date désormais historique, madame Merkel dit clairement devant le Bundestag qu'il faut passer à une nouvelle étape de la construction européenne, l'union politique. Elle cite pour cela Jacques Delors : *« Il faut une union politique, une union monétaire ne suffira pas »*, et c'est un tel séisme, à l'heure où l'Allemagne s'apprête à prendre la présidence tournante de l'Union, que beaucoup n'arriveront pas à en voir immédiatement l'importance. Reste à voir, bien sûr, si ce virage vers une Europe puissante et économiquement souveraine aboutira, mais il est pris. C'est maintenant l'objectif et ce changement de donne est beaucoup plus fondamental que l'affaiblissement du régime russe et tout aussi spectaculaire que le retrait américain des affaires du monde.

Les États-Unis se retirent, l'Europe se réveille, quel rôle va jouer la Chine ?

L'économie chinoise redémarre plus vite, parce qu'elle s'est arrêtée plus tôt. Ce n'est qu'un décalage temporel. Elle aura du mal à se remettre de ces trois mois d'arrêt. Tous ses clients sans exception ont été affectés et, comme les commandes étrangères nourrissent les exportations, la croissance, déjà en baisse avant la pandémie, continue de reculer. L'augmentation du chômage et la crainte de l'avenir devraient amener les Chinois à moins consommer pour plus épargner. La croissance ne pourra pas se rétablir par l'augmentation de la demande intérieure. Un autre équilibre est rompu : aucun Chinois n'ignore que les premiers lanceurs d'alerte ont été jetés en prison. Le pouvoir s'est discrédité en voulant cacher la pandémie. Le deal fondateur de la Chine depuis les années 1980 et l'entrée dans le capitalisme est : *« Nous vous laissons vous enrichir, vous nous laissez le pouvoir. »* Les fondements du régime sont ébranlés car ce deal pourrait être remis en question. Dans

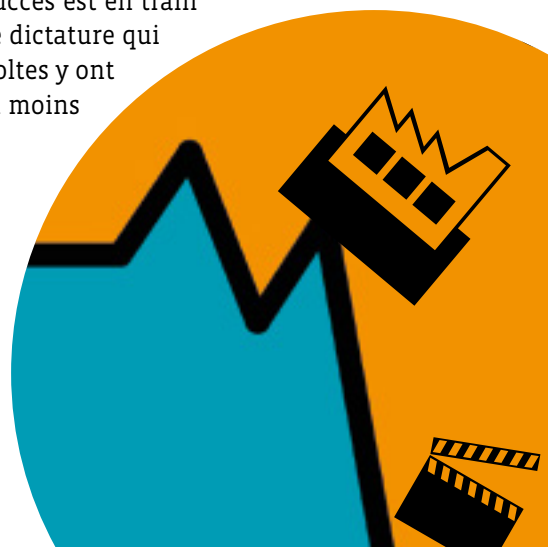
quelle proportion? Personne ne le sait. La montée de la revendication démocratique ne va pas s'arrêter à Hong Kong. Et les succès de Taïwan vont continuer d'être insolents. Il est possible que, par un mélange de mesures de relance et de répression politique, le régime chinois passe le cap. Mais il y a une réelle usure et l'autre hypothèse, c'est une fuite en avant dans le nationalisme, l'agressivité vis-à-vis de tous ses voisins de la mer de Chine du Sud et aussi, naturellement, des États-Unis, dont la flotte est présente dans ces eaux.

Et les pays moins puissants, comment se comportent-ils?

Au Proche-Orient, les vassaux des États-Unis n'ont plus personne à qui s'accrocher. Ces gens-là sont perdus, donc ils deviennent féroces. En Égypte, l'in vraisemblable sauvagerie de la répression du maréchal Sissi ne mène nulle part. L'Arabie saoudite se jette frénétiquement dans une volonté réformatrice incroyable, aussi bien en termes sociétaux qu'en termes économiques. Cela n'empêche pas, bien au contraire, la poursuite d'une répression politique extraordinairement dure, mais la volonté de modernisation économique, industrielle et politique est là. Et puis il y a l'Iran, en recul constant, à la fois assommé économiquement par les sanctions américaines et par l'ampleur de la pandémie. Sa mainmise sur l'Irak recule spectaculairement, tout comme son influence au Liban *via* le Hezbollah et l'efficacité de son soutien, beaucoup moins fort, au régime Assad en Syrie. De son côté, l'Afrique reste certes un nain politique sur la scène internationale, mais un processus d'unification politique extraordinairement encourageant y est en cours et s'approfondit. L'Union africaine devient une réalité qui agit, et plutôt bien. De plus, la pandémie n'a pas eu en Afrique les conséquences catastrophiques qu'on pouvait craindre, peut-être parce que c'est un continent jeune, moins susceptible d'être touché par la maladie. Il y a des évolutions politiques et économiques heureuses. Le tableau est tout sauf décourageant. Quant à l'Amérique latine, c'est tout le contraire. Elle qui portait de tels espoirs après la fin de la guerre froide et qui a connu de beaux succès est en train de replonger dans le chaos, avec des reculs, des formes de dictature qui globalement offrent un spectacle navrant. De grandes révoltes y ont été presque partout matées par des pouvoirs de moins en moins démocratiques et de plus en plus violents et dictatoriaux.

Que reste-t-il de la coopération internationale?

De plus en plus de grands acteurs de la scène internationale remettent en question le multilatéralisme. C'est évident pour Trump. Sa réélection poserait la question de la pérennité de l'Onu et de ses agences. De leur côté,



les Russes continuent à bloquer les institutions internationales, en abusant de leur droit de veto. Ils sont soutenus en cela par la Chine, qui ne se soucie certainement pas de multilatéralisme et veut faire régresser tout ce qui est législation et conventions internationales afin d'affirmer sa puissance. Sur le plan sanitaire, l'OMS est la manifestation de l'une des deux facettes de la politique chinoise vis-à-vis du multilatéralisme : ou bien elle prend le contrôle de ces organisations, ce qui s'est passé à l'OMS, ou bien elle les affaiblit, avec la volonté de les détruire. Il reste, comme défenseur du multilatéralisme, l'Union européenne, qui n'est pas encore, loin de là, une grande puissance. Donc le multilatéralisme est très menacé, considérablement affaibli au profit d'une réaffirmation des puissances, exactement comme avant la Première Guerre mondiale. L'Onu et ses agences font malheureusement de plus en plus penser à la Société des nations.

Qu'est-ce qu'on peut nous souhaiter, pour quoi doit-on se battre?

Et qu'est-ce qu'on peut craindre?

Ce qui est à souhaiter le plus est le succès de l'affirmation européenne, parce que nous sommes européens et que le recul de notre unité et donc de notre influence ne pourrait que nous desservir ; parce que l'Union européenne, en second lieu, est la dernière des puissances à jouer un rôle de modérateur sur la scène internationale et donc de défenseur de la paix, et parce que l'Union est aujourd'hui le bunker de la démocratie et de la protection sociale. Où y a-t-il une démocratie et des libertés aussi fortes ? Où y a-t-il un niveau de protection sociale et de redistribution des richesses aussi élevé ? Nulle part. Quant à ce que l'on peut craindre le plus, nul besoin de l'expliquer, c'est une réélection de Donald Trump. ●

Propos recueillis par Guillaume de Morant.